

## La guérilla du Dhofar

Gérard Laliberté

Volume 4, numéro 1-2, 1973

La sécurité européenne

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700284ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700284ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Laliberté, G. (1973). La guérilla du Dhofar. *Études internationales*, 4(1-2), 159–181. <https://doi.org/10.7202/700284ar>

# NOTES ET DOCUMENTATION

## LA GUÉRILLA DU DHOFAR

par Gérard LALIBERTÉ\*

En 1965, retentissaient au Dhofar, dans le golfe Arabo-persique<sup>1</sup>, les premiers coups de feu d'une guérilla qui, encore aujourd'hui, oppose gardiens de troupeaux, paysans et pêcheurs dhofaris aux forces gouvernementales omanies encadrées par des militaires britanniques. On tentera dans les pages qui suivent :

- de déceler, dans ce que nous savons de l'histoire du Dhofar et des structures économiques et sociales de ce pays, les causes principales du déclenchement de la lutte armée;
- de donner un aperçu des caractéristiques essentielles de l'expérience révolutionnaire dhofarie;
- de situer enfin celle-ci dans le contexte, plus large, du « Golfe ».

### I — LA QUESTION DU DHOFAR

D'une superficie de 65 000 kilomètres carrés environ, le Dhofar, province occidentale du sultanat d'Oman, est limité à l'ouest par le Yémen du Sud et au nord par « le désert le plus absolu du monde », le Roub al Khali (littéralement, « le territoire vide ») situé à l'extrême sud de l'Arabie Saoudite. Il possède en outre une façade maritime de 320 kilomètres sur laquelle sont situées entre autres les villes de Dalkout, de Rakhioût et de Salalah, la capitale (10 000 habitants). La population du Dhofar, évaluée à 300 000 personnes, est répartie entre la côte, la plaine étroite mais très fertile de Salalah et le djebel Qara. C'est dans cette dernière chaîne de montagnes que l'on trouve l'encens qui, au cours des siècles, a contribué à la renommée et à la prospérité du Dhofar.

### A — LA CONDITION ÉCONOMICO-SOCIALE DU DHOFAR

La récolte de l'encens et de la gomme arabique constitue toujours l'une des activités importantes des montagnards dhofaris. Les autres sont la cueillette des fruits sauvages et

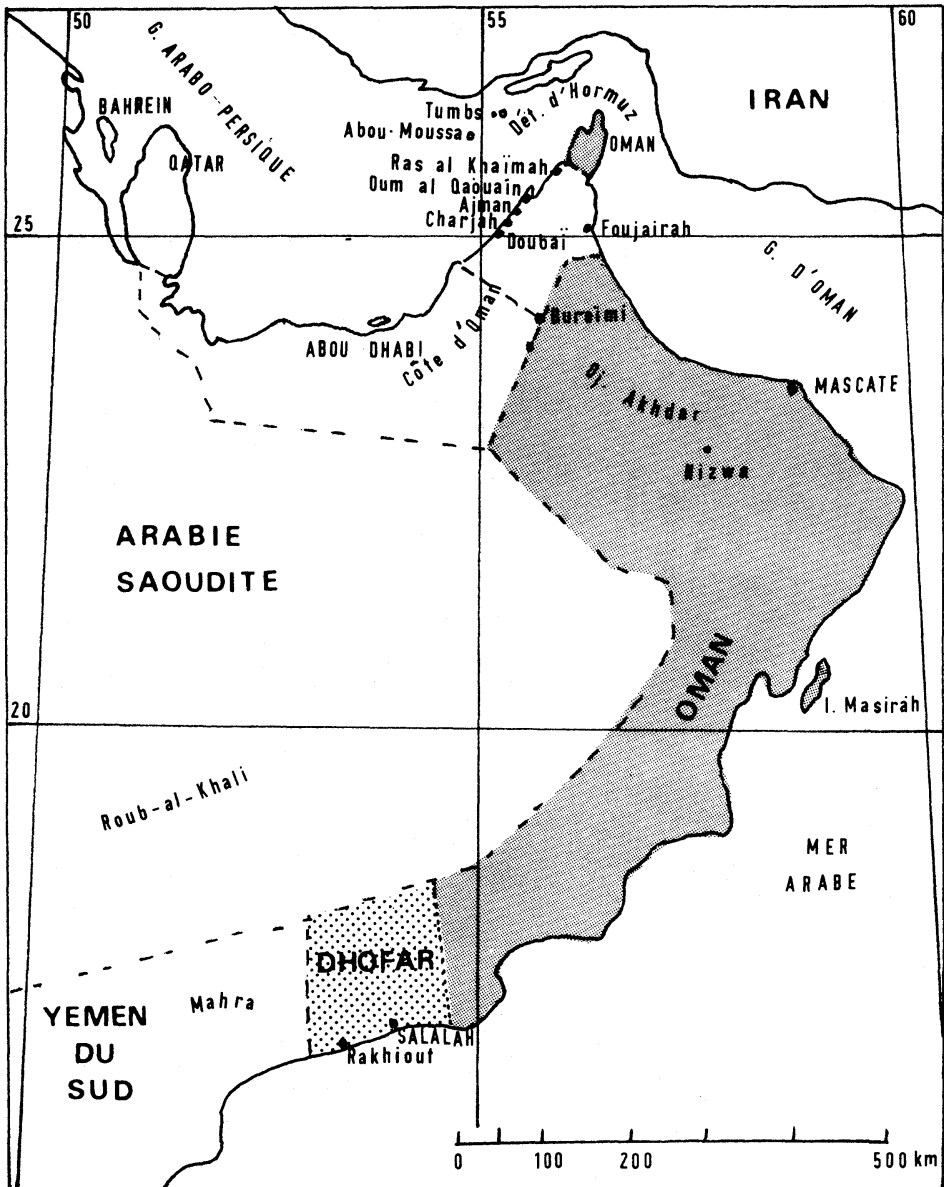
\* *Candidat au doctorat de science politique, Université de Paris.*

1. Les dénominations « Golfe Arabe » et « Golfe Persique » sont synonymes. Depuis plus d'une décennie, tous les États arabes, y compris ceux de la péninsule arabe, emploient couramment la désignation « Golfe Arabe » — ou « Golfe Arabique » — de préférence à « Golfe Persique ». L'Iran, pour sa part, est le seul pays de cette région à contester cette expression. Sans s'engager dans un débat sur l'antériorité des termes « Arabe » et « Persique », il importe de souligner ici le caractère historique de la dénomination « Golfe Arabe ». Des recherches ont démontré qu'au XVI<sup>e</sup> siècle, voire dès l'Antiquité, le golfe était aussi connu sous le nom de *sinus arabicus*. Or cette désignation semble peu à peu bénéficier d'une reconnaissance internationale. Dans le cadre d'une solution de compromis, on pourrait appeler le golfe « Arabo-persique ». Ici, nous utiliserons uniquement le mot « Golfe » (Ndlr.).

l'élevage des chameaux, des ovins et des bovins. Aussi la population tire-t-elle sa subsistance des produits dérivés de l'élevage et d'une agriculture embryonnaire limitée aux céréales et à certains agrumes.

La montagne ne vit pas pour autant de façon autarcique : elle dépend de la plaine et de la côte pour son approvisionnement en denrées alimentaires, en sardines sèches, en vêtements et en instruments aratoires et domestiques qu'elle échange contre de l'encens, du bétail et des graisses animales.

Les habitants de la plaine et de la côte s'adonnent de leur côté à la culture du blé, du maïs, des légumes, du coton, de la canne à sucre et de la noix de coco, ainsi qu'à la pêche et au



commerce. Le littoral est très poissonneux et les riverains pratiquent la pêche au requin et aux diverses variétés de sardines.

\* \* \*

Les statistiques sont, à toute fin utile, inexistantes sur l'économie dhofarie. D'après certains observateurs<sup>2</sup>, celle-ci se caractériserait, au premier abord, par ses aspects primitifs :

- la production est principalement orientée vers la consommation domestique ;
- le niveau des forces productives est demeuré relativement bas : les outils de travail sont rudimentaires et, en conséquence, la force humaine constitue toujours la principale, sinon la seule source d'énergie ;
- enfin, il n'y a pas, ou presque pas, dans ce cadre économique, d'appropriation privée des moyens de production, « c'est-à-dire essentiellement la terre et les hommes<sup>3</sup> ». De même que dans l'Afrique précoloniale, la terre est « un bien collectif, la chose d'un groupe social déterminé, et l'individu » n'a « de droits sur la terre que par son appartenance à ce groupe social<sup>3</sup> ». En ce qui concerne les hommes, l'esclavage, phénomène marginal exclusivement lié à la présence des sultans d'Oman et de leurs protégés en territoire dhofari, est aujourd'hui en voie de disparition. Sur le plan interne, la domination de l'homme par l'homme semble donc être à prédominance communautaire et non individuelle.

Cependant, ces données paraissent insuffisantes pour situer l'économie dhofarie au stade précapitaliste de l'économie de subsistance, le surplus économique produit par l'agriculture et l'élevage rendant possible un certain nombre d'échanges : d'une part, le troc est toujours pratiqué sur une très vaste échelle ; d'autre part, l'éloignement de la plupart des unités de production des principaux lieux de consommation explique l'apparition d'une catégorie d'intermédiaires, la bourgeoisie commerçante de Salalah. Si, par surcroît, l'on prend en considération une certaine activité financière, il faut conclure à l'existence d'un embryon de développement capitaliste commercial et financier.

Comment, dès lors, définir le mode de production au Dhofar ? Si la société dhofarie ne peut pas être complètement assimilée à une communauté primitive, bien qu'elle en ait certains traits, elle n'est pas non plus une société esclavagiste (ainsi qu'on l'a vu), ni vraiment féodale (les seuls féodaux étant le sultan d'Oman et ses proches), ni capitaliste (l'accumulation du capital étant, sur le plan interne, presque nulle). Par contre, un rapprochement s'impose, semble-t-il, avec le mode de production dit « asiatique » parce que Marx l'avait observé en Asie et notamment en Inde, et que caractérisent :

- « la propriété collective des sols par la communauté sans que l'individu ait droit à autre chose qu'à une appropriation précaire, qu'à une « possession » (*Besitzung*) d'une partie de la terre communautaire...<sup>4</sup> ».
- le prélèvement, par un groupe social dominant, d'une part importante — sinon de la totalité — du surplus économique produit par les communautés villageoises, dans le cadre du régime politique appelé « despotisme oriental ».

Plus justement, il semble qu'il faille parler, dans le cas du Dhofar, d'une formation économico-sociale à base d'exploitation consistant en un chevauchement de plusieurs modes de production, dont le mode de production « asiatique » détiendrait le rôle dominant.

Par ailleurs, pour en revenir au plan interne, la différenciation de la société en classes n'apparaît pas clairement, en raison surtout de l'important sous-développement des forces productives. C'est pourquoi on ne peut que diviser sommairement les Dhofaris en deux grands groupes : les producteurs et les non-producteurs. Cette dernière catégorie comprend les

2. TARABULSI, Fawaz, « La révolution au Dhofar et l'avenir du golfe Arabe » (en arabe), *Al Hourriah* (hebdomadaire, Beyrouth), du 18 janvier au 8 mars 1971.

3. GONIDEC, P.-F., *l'État africain*, L. G. D. J., Paris, 1970, p. 6.

4. MARX, Karl, *Grundrisse der Kritik der politischen, Oekonomic, Rohentwurf*, cité par RODINSON, Maxine, *Islam et capitalisme*, Éd. du Seuil, Paris, 1966, p. 76.

commerçants, les fonctionnaires, les administrateurs et, en général, les gens vivant dans l'ombre du pouvoir. Par contre, la plus grande partie de la population peut être rangée sous l'étiquette de producteur; elle regroupe des éleveurs transhumants, des agriculteurs sédentaires, des pêcheurs, des manœuvres, etc.

Il est aussi un double phénomène qu'il importe de souligner: d'une part, la campagne fournit à la ville une main-d'œuvre à bon marché; d'autre part, les relations commerciales entre la ville et la campagne entraînent une infériorisation progressive de la position économique de cette dernière au profit du commerçant et de l'usurier de la ville. Il en résulte un déséquilibre si évident entre la ville et la campagne du Dhofar que certains n'hésitent pas à comparer la population des villes à une classe supérieure pratiquant l'exploitation d'une classe inférieure, le peuple des campagnes<sup>5</sup>.

\* \* \*

La population des villes du Dhofar est composée, en plus des Dhofaris d'origine, d'Omanis, d'Indiens, d'Iraniens, de Somalis, de Baloutches et d'Africains. Ces derniers sont en général d'anciens esclaves ou des descendants d'esclaves.

Les Baloutches<sup>6</sup> servent comme mercenaires dans l'armée du sultan. Les Indiens, les Iraniens et les Somalis s'adonnent au commerce, exploitent les différents services et pratiquent l'usure. Quant aux Omanis, ils constituent, en raison de leurs liens étroits avec le sultanat, le groupe le plus puissant. Les Dhofaris, enfin, se répartissent en deux sous-groupes:

- ceux appartenant à la famille des Hachémides, les descendants du Prophète; c'est parmi eux que sont choisis les qadis (juges) et les imams (dont la fonction est de diriger la prière);
- les membres des tribus, aujourd'hui sédentarisées, qui se sont faits agriculteurs, pêcheurs ou manœuvres.

Les habitants de la campagne sont divisés en six tribus qui se distinguent du reste de la population d'Oman en ce que, d'une part, elles appartiennent à la secte shafi'ite (islam orthodoxe ou sunnisme) alors que les autres sujets du sultanat sont Ibâdites (shi'ites kharijites) et que, d'autre part, la grande majorité d'entre elles parlent des dialectes non arabes mais dérivés du himyarite<sup>7</sup>.

Par ailleurs, ayant subi, au cours des siècles, l'influence de l'Inde<sup>8</sup>, la société s'est aussi figée hiérarchiquement en castes fermées. Encore de nos jours, ce système de castes reposerait sur certains principes comme:

- l'interdiction faite aux membres des castes supérieures de s'adonner à des activités jugées méprisables, telles que le service dans les maisons, le travail de manœuvre et la pêche,
- la prohibition des mariages entre la femme d'une caste supérieure et l'homme d'une caste inférieure, le contraire demeurant possible.

À cette division de la société dhofarie en castes, viennent s'ajouter d'autres éléments stratificateurs, source d'une plus grande complexité. Certaines institutions à fondement socio-économique donnent naissance à des prohibitions ou créent des obstacles semblables à ceux découlant du système des castes. C'est le cas, par exemple, de la dot: plus la famille de la future mariée est fortunée, plus la dot à verser par le prétendant sera élevée. Si celui-ci est d'une famille modeste, il lui est alors interdit d'épouser une femme plus riche que lui, bien qu'ils soient tous deux de la même caste.

5. Voir TARABULSI, *op. cit.*

6. Originaires du Baloutchistan, aujourd'hui rattaché au Pakistan.

7. Le himyarite est une langue sémitique proche de l'arabe comme l'éthiopien ou l'araméen actuels.

8. Marx décrit l'Inde, « pays... divisé, entre tribu et tribu, entre caste et caste » comme « une société basée sur une sorte d'équilibre résultant d'une répulsion générale et d'un exclusivisme organique de ses membres », cité dans C.E.R.M., *Sur les sociétés précapitalistes*, Éditions sociales, Paris, p. 43.

## B — LES RELATIONS ENTRE LE DHOFAR ET LE SULTANAT D'OMAN

La souveraineté du sultan de Mascate s'étend sur tout l'Oman, sur la province du Dhofar, sur l'île de Masirah et sur l'extrémité de la presqu'île de Masendam. Le pays comprend une plaine côtière, Al Batinah (pays bas), et un arrière pays montagneux, l'Oman intérieur.

À l'origine, le sultanat d'Oman était connu sous le nom d'imamat d'Oman. Cet imamat a été gouverné entre 751 et 1792, soit plus de mille ans, par des imams élus de la secte ibâdite. L'actuel sultan, Sayyid Qabous ibn Sa'id, appartient à la dynastie al Bou Sa'id qui fut fondée en 1774 par Ahmad ibn Sa'id. Ce dernier, ayant réussi à chasser les Persans de la côte Al Batinah, fut choisi comme premier imam de la dynastie al Bou Sa'id. Son fils, Sa'id ibn Ahmad, fut le second imam Bou Sa'id authentiquement élu. En 1797, Soutlan ibn Ahmad, arrivé au pouvoir après l'éviction de son frère, se posa lui-même en souverain indépendant et laïque, prit le titre de sultan et s'établit à Mascate, sur la côte. Depuis ce temps, Mascate, port naturel de 10 000 habitants, est la capitale du sultanat.

« L'organisation intérieure » du sultanat est « très pragmatique et donc difficile à décrire avec précision ». La plupart des auteurs emploient les termes « autocratie » ou « despotisme » pour décrire le régime politique perpétué par Sa'id ibn Taymour jusqu'à son renversement en juillet 1970. Le gouvernement, si l'on peut employer cette expression, ne disposait d'aucun service administratif. C'est le sultan en personne qui gérait les affaires du pays depuis sa résidence d'été de Salalah, située à 800 kilomètres de la capitale. Il exerçait en outre son autorité par l'entremise d'un certain nombre de fonctionnaires de différentes nationalités. Ainsi, son conseiller personnel était le consul général de Grande-Bretagne ; son secrétaire aux Affaires militaires et au Développement, un ancien officier britannique ; son secrétaire aux Finances et aux Affaires étrangères, un Pakistanais ; et le directeur général des Douanes, un Égyptien. Le seul Omani était le ministre de l'Intérieur, Sayyid Ahmad ibn Ibrahim, qui demeura en poste pendant plus de trente ans. Encore à l'heure actuelle, le sultanat n'a pas de constitution écrite. Il est toujours gouverné selon les principes établis pendant le règne du sultan Tourki (1871-1888)<sup>10</sup>.

\* \* \*

Les Dhofaris n'ont jamais été des sujets du sultan de Mascate au même titre que les autres et le Dhofar n'a jamais été considéré comme faisant partie à part entière du sultanat. Landen emploie, pour définir le statut du Dhofar, le terme de *dependency*<sup>11</sup> et souligne que les souverains Bou Sa'id ont toujours tenu à séparer complètement l'administration du Dhofar de celle de leurs *dominions* omanis. Il voit un exemple de la perpétuation de ce « régime spécial » pour le Dhofar dans le fait que, encore en 1967 — et rien n'indique que ce ne soit plus le cas en 1972 —, le sultan émettait une monnaie différente à l'usage de cette seule province<sup>12</sup>.

Le Dhofar n'est devenu officiellement province du sultanat qu'en 1887 mais les interventions de Mascate dans cette région remontent au tout début du XIX<sup>e</sup> siècle. En 1806, Muhammad ibn Akil, un pirate pratiquant la traite des esclaves, se rendit maître du Dhofar. Cet incident devait servir de prétexte à l'intervention de Mascate ; le sultan Sa'id ibn Soutlan, dit le Grand, y dépêcha un bataillon pour occuper le pays.

9. FLORY, Maurice et MANTRAN, Robert, *Les régimes politiques des pays arabes*, P.U.F. (Coll. « Thémis »), Paris, 1968, p. 357.

10. Voir ALBAHARNA, H., *The Legal Status of the Arabian Gulf States*, Manchester University Press, Manchester, 1968, pp. 18 et 47.

11. LANDEN, Robert Geran, *Oman since 1856*, Princeton University Press, Princeton, 1967, p. 30. G. TROELLER utilise l'expression « territoire placé sous la suzeraineté du sultan de Mascate et d'Oman » : « Un maquis rouge au Dhofar », *Front* N° 1 septembre 1969, p. 27. Quoiqu'il en soit, le Dhofar est loin de constituer un territoire semi-autonome contrairement à ce qu'écrit J. J. BERREBY, « L'Arabie orientale. II : Les principautés du golfe Persique », *Notes et études documentaires. La Documentation française*, Paris, N° 2229 (3 novembre 1956), p. 8.

12. LANDEN, *op. cit.*, p. 363.

Chassé du Dhofar par les tribus insurgées, le sultan ne renonça pas pour autant à ses prétentions. En 1876, un autre aventurier, Fadl ibn Alawi, s'empara à son tour du Dhofar au profit de l'Empire ottoman. S'opposant aux visées du sultan d'Istanbul, la Grande-Bretagne encouragea celui d'Oman, Tourki ibn Sa'id, à annexer le Dhofar à son sultanat. À partir de 1887, l'annexion du Dhofar à l'Oman par les souverains Bou Sa'id semble à peu près complète et définitive bien que de nombreuses révoltes s'y produisent encore jusqu'à la consolidation de la domination omanie au début du XX<sup>e</sup> siècle.

\* \* \*

Historiquement, l'occupation du Dhofar et sa mise en tutelle par le sultanat d'Oman constituent un phénomène essentiellement colonial. Mais la forme qu'a revêtue cette opération impérialiste est plutôt caractéristique de la période précapitaliste dans le sens où elle repose sur le prélevement d'un surproduit par voie fiscale<sup>13</sup>. Ainsi, des trois institutions qui, selon Engels et Marx, caractérisent le « despotisme oriental », à savoir les finances, la guerre et les travaux publics<sup>14</sup>, les Dhofaris n'ont connu que les deux premières, soit l'exploitation fiscale et l'oppression militaire.

À son arrivée au pouvoir en 1932, Sa'id ibn Taymour, treizième souverain de la dynastie Bou Sa'id, institua le régime fiscal encore en vigueur en 1972. Conformément à celui-ci, aucune activité ne peut être soustraite aux impôts coraniques tels que la *zakat* (aumône légale) et le *'ushr* (dîme). Plus précisément, le sultan s'est donné le droit de percevoir 20% des chèvres et des chameaux et 10% des bovins d'un éleveur. L'autorisation de pêcher la sardine n'est accordée que contre une forte redevance tandis que la pêche aux autres poissons est soumise à une taxe en nature fixée arbitrairement par le gouverneur de la région. Quant aux taxes sur les produits alimentaires et sur les vêtements, elles peuvent atteindre 80% de la valeur marchande. Mentionnons enfin les droits de douane sur les importations et les exportations qui équivalent parfois jusqu'à 45% du prix de vente comme c'est le cas, par exemple, pour l'exportation des graisses animales dans la région occidentale du Dhofar. Ces faits nous fournissent une première explication de la paralysie du commerce et des courants contradictoires de hausse constante des prix et de baisse continue du niveau de vie qui traversent le Dhofar, d'où résulte une économie stagnante, voire complètement bloquée.

L'agriculture, principale activité de la population des plaines, est l'un des secteurs qui souffre le plus de cet étranglement économique. Aussi, malgré la fertilité du sol qui rend possibles trois récoltes par an, la plupart des terres demeurent-elles incultes. Parmi celles qui sont cultivées, les plus fertiles sont la propriété personnelle du sultan. Celui-ci possède « de riches plantations agricoles et des jardins irrigués, en particulier à Al Maamoura et Razzat... et de ce fait, il a interdit en 1950 aux Dhofaris la culture par canaux d'irrigation qui lui est réservée<sup>15</sup> » alors que, dans le reste du sultanat, les projets d'irrigation traditionnelle bénéficient de l'encouragement des Anglais qui subventionnent des centres agricoles expérimentaux.

Bien que la mer Arabe soit réputée très poissonneuse, le secteur de la pêche n'est guère plus développé que celui de l'agriculture. Sauf en ce qui a trait à la sardine et au requin, on peut même affirmer qu'il est sous-exploité. À ce fait, on peut fournir une double explication. La

13. « Le mode de production asiatique conserve... en son sein les formes anciennes du communisme primitif. Cependant, un changement essentiel s'est accompli : « Le surproduit » qui, auparavant, revenait directement à la communauté pour subvenir à ses intérêts communs, « revient maintenant automatiquement à la communauté supérieure qui s'en approprie une partie » : GODELIER, M., citant MARX dans C.E.R.M., *Op. cit.*, p. 66.

14. « Depuis des temps immémoriaux, il n'existait en Asie que trois départements administratifs : celui des Finances, ou pillage de l'intérieur ; celui de la Guerre, ou pillage de l'extérieur ; et enfin, le département des Travaux publics ». (MARX, K., « La domination britannique en Inde », reproduit dans C.E.R.M., *op. cit.*, p. 170).

15. VIENNOT, Jean-Pierre, « D'inspiration marxiste-léniniste, la guérilla du Dhofar est en lutte contre le plus archaïque des régimes », *Le Monde diplomatique*, janvier 1970, p. 4.

première est d'ordre idéologique : la pêche, on l'a déjà souligné, est considérée comme une activité méprisante et, en conséquence, est réservée aux parias. La seconde explication se situe sur le plan politique et réside dans les multiples obstacles que Sa'id ibn Taymour a opposés à l'importation d'équipements modernes. Cette stagnation du secteur de la pêche se répercute en outre dans la montagne où elle a un effet haussier sur le prix de la sardine.

La famine endémique qui sévit au Dhofar est donc, au moins partiellement, la conséquence de la politique volontairement<sup>16</sup> asphyxiante pratiquée par le régime de Mascate dans tous les secteurs de la vie économique. Ce régime, le sultan Sa'id en a assuré l'hégémonie en le faisant reposer sur une double base :

— l'infériorisation du rôle des *cheiks* ;

— « l'alimentation » des conflits intertribaux et leur exploitation systématique.

Dès le début de son règne, Sa'id ibn Taymour a renoué avec d'ancestrales traditions de gouvernement. Il avait d'ailleurs été précédé dans cette voie par son père. En 1920, les *cheiks* tribaux, bien que toujours responsables de la direction de leur communauté, en furent réduits au rôle de simples courroies de transmission des décisions de Mascate qu'ils étaient chargés d'appliquer sans aucune possibilité de discussion avec le sultan. Depuis cette époque, le *cheik* représente sa tribu auprès du sultan. Il perçoit les impôts dont parfois une partie lui est allouée. Il est aussi responsable du maintien de l'ordre au sein de sa communauté.

En second lieu, Sa'id ibn Taymour a délibérément dressé les tribus, les clans, les *cheiks* les uns contre les autres. À cette fin, il a armé les tribus et les clans les plus pauvres, leur redonnant ainsi la possibilité de défier leurs rivaux. Il a de plus, sans égard pour les *cheiks*, introduit dans les structures tribales des « hommes de confiance » appelés à concurrencer les élites traditionnelles. Ainsi, inconsciemment, Sa'id ibn Taymour a œuvré au démantèlement de l'ancien système tribal. Dès lors, en dépit de l'apparente cohérence de son action politique, le régime de Mascate a laissé s'ouvrir une brèche dont devait profiter le mouvement révolutionnaire du Dhofar.

\* \* \*

La révolution de 1965 est aussi la résultante de plusieurs autres facteurs dont la tentative désespérée de la part du souverain de maintenir le Dhofar à l'écart des changements sociaux, politiques et culturels qui se sont produits dans le « Golfe » au cours des vingt dernières années. La révolte du djebel Akhdar (« la montagne verte ») en Oman intérieur a mis à nu les contradictions entre le mode de gouvernement de Sa'id ibn Taymour et les transformations structurales importantes apportées par les économies pétrolières capitalistes dans les autres parties du « Golfe ».

Entre 1954 et 1957, et particulièrement au cours des étés de 1955 et 1957, plusieurs insurrections éclatèrent dans le djebel Akhdar. Elles étaient dirigées par le leader politico-religieux de l'Oman, l'imam Ghalib ibn al Hana'i. Le conflit avait sa source dans une question pétrolière : l'imam contestait à l'*Irak Petroleum Company* le droit d'exploiter le pétrole de l'Oman intérieur concédé à cette compagnie par le sultan. Il arguait que ce dernier n'avait aucune compétence sur ce territoire. Aussi proclama-t-il officiellement l'indépendance de l'Oman intérieur, aussitôt reconnue par le Yémen et l'Arabie Saoudite. Ces deux États étaient en conflit avec la Grande-Bretagne qui soutenait le sultan de Mascate ; le premier à propos

16. « Plus les chiens ont faim, plus ils obéissent ! Telle était, résumée, la doctrine de gouvernement du Saïd ben Taimour... » écrit C. KUTSCHERA (*Jeune Afrique*, 23 février 1971, p. 19). Pour leur part, les Cahiers d'éducation politique du Front populaire pour la libération d'Oman et du golfe Arabe (F.P.L.O.G.A.) décrivent ainsi l'action du sultan de Mascate : « La politique économique appliquée ici est fondée sur le principe qui veut qu'on maintienne rigoureusement le peuple dans une situation matérielle telle qu'il ne lui soit pas permis de penser politiquement ni moralement ; on le submerge dans ses problèmes quotidiens et terre-à-terre de survie, l'abondance constituant une grande menace pour l'obédience aveugle. C'est vers cet objectif qu'est orientée la politique d'étranglement économique appliquée par l'État dans tous les domaines, particulièrement dans les secteurs vitaux comme celui de la production » (*Al Hourriah*, 18 janvier 1971).



d'Aden, le second, au sujet du contrôle des villages de l'oasis de Bura mi située aux confins de son territoire, de l'Oman et d'Abu Dhabi. La Grande-Bretagne pratiqua alors une répression longue et sanglante.   l'été de 1959, l'iman, vaincu, fut expulsé de son pays et chercha refuge à Damman en Arabie Saoudite où il a formé par la suite un Conseil de la révolution. Après son départ, la guérilla s'éteignit presque complètement dans l'Oman intérieur<sup>17</sup>. Néanmoins, craignant une résurgence, Sa'id ibn Taymour s'enfuit en 1958 à Salalah, au Dhofar, dont il fit sa capitale permanente. Depuis, il n'est jamais retourné dans son ancienne capitale, Mascate. Cet incident, qui marqua le début du règne direct de Sa'id ibn Taymour sur le Dhofar ne fut pas sans incidence sur le déroulement de la guerre révolutionnaire déclenchée en 1965 par le Front de Libération du Dhofar.

Poussé dans ses derniers retranchements, le sultan n'eut plus qu'une préoccupation : préserver son régime et, pour ce faire, garder le contrôle sur tout changement intervenant dans son sultanat ou, au moins, au Dhofar. C'est ainsi qu'avant même d'y exercer une répression visant à mettre en échec les premières initiatives révolutionnaires, il gouverna ce territoire à coup d'interdictions incroyables. En 1964, un groupe de Dhofaris témoignant devant un Comité des Nations Unies déclaraient : « le sultan traite en esclaves les habitants du Dhofar. Il est cruel et impose au peuple de nombreuses restrictions arbitraires. Les gens ne peuvent voyager hors du pays, ils n'ont pas le droit de construire des maisons ; ils ne peuvent se ravitailler que dans un marché clos où les produits sont rationn s<sup>18</sup> ». « Le sultan Sa'id Ben Taymour, écrit de son côté Eric Rouleau<sup>19</sup>, avait réussi à isoler son pays du monde extérieur. Pendant les trente-huit ans de son règne, et jusqu'à sa déposition... il délivrait personnellement les visas... L'ancien sultan avait interdit la construction d'hôtels, de pensions, de restaurants... Il avait interdit la lecture des journaux, l'écoute de la radio, la projection de films, l'usage de vêtements autres que traditionnels, l'importation de voitures... Le port de lunettes ou d'ombrelles était pros crit aux abords du palais royal de Salalah. Il avait introduit l'eau courante et l'électricité dans les deux principales villes du royaume — Mascate et Salalah — mais ces « fléaux du modernisme » ne bénéficiaient qu'au palais royal et, dans la capitale, à une minorité de privilégiés... Pour pousser le défi jusqu'à son terme logique, l'ex-souverain s'opposa farouchement à l'extension des soins médicaux... Il est vrai qu'il avait autorisé la construction d'un hôpital à Salalah, mais dix-huit ans plus tard, à la veille de sa chute, il avait donné l'ordre d'arrêter les travaux, toujours en cours, sous prétexte que la couverture n'était pas à son goût... Une dizaine de médecins au total (pour tout le sultanat)  taient chargés de veiller à la santé d'une population min e par de graves maladies endémiques : tuberculose, lèpre, trachome, malaria, anémie. Le taux de mortalité infantile est l'un des plus élevés au monde : 80%, à en croire l'un des médecins de Salalah<sup>20</sup>. Toujours dans le même esprit, le sultan Sa'id avait circonscrit au maximum les effets néfastes que pouvait avoir, selon lui, l'éducation... il avait limité à trois le nombre des écoles primaires (deux à Mascate-Matrah et une à Salalah)...<sup>21</sup> ».

Telle était la prétention de Sa'id ibn Taymour d'élever une digne face au progrès, porteur de révolution, qui risquait de s'infiltrer dans son pays et plus particulièrement dans la province du Dhofar. Quels furent les résultats de cette politique ?

- 1) Sur le plan économique, la multiplication des obstacles au développement normal des différents secteurs a entraîné une diminution considérable du surproduit ;

17. Sur la révolution du djebel Akhdar, voir : MORRIS, James, *Sultan in Oman*, Faber, Londres, 1857 ; KELLY, J.-B., *Sultanate and Imamate in Oman*, Oxford University Press, London, 1959.

18. COMITÉ SPÉCIAL DE L'OMAN, (« Rapport du... »), *Documents officiels de l'Assemblée générale des Nations Unies, dix-neuvième session*, annexe N  16, New-York, 1964-65, p. 61.

19. ROULEAU, Eric, « Oman ou la révolution refoulée », *Le Monde* du 26 au 31 mai 1971.

20. Dans les prisons, on exécutait encore par morsure de serpent, rapporte M. Jean-Pierre Viennot.

21. « The ex-sultan Said bin Tuimour... decreed that the word "revolution" should be struck out of all history books and the word "disobedience" substitute for it — with the result that the pupils learnt about the American or French Disobedience » ; JOHNS, Richard, « The ultimate disobedience », *The Financial Times*, 28 juillet 1970.

- 2) sur le plan social, l'exacerbation des rivalités tribales traditionnelles a miné les structures fondamentales de la société dhofarie et a ainsi préparé le terrain aux révolutionnaires ;
- 3) sur les plans politique et idéologique, il s'est avéré impossible d'arrêter la propagation des idées progressistes dont la diffusion a été facilitée par l'immigration massive des Dhofaris dans le « Golfe ».

Ce dernier facteur et la découverte de réserves pétrolières dans le sous-sol du Dhofar ont constitué les causes directes de l'ultime rébellion du peuple dhofari, d'où surgit le mouvement révolutionnaire de 1965.

Au cours des années 1950, le Dhofar a connu une forte émigration en direction du « Golfe ». Attirés par l'abondance que faisaient miroiter les économies pétrolières, les Dhofaris se sont faits commerçants, fonctionnaires ou administrateurs au service des différentes compagnies ; ils se sont engagés comme mercenaires dans les armées des émirats. À cette occasion, ils ont subi l'influence de l'idéologie nationaliste arabe véhiculée par les nombreux diplômés libanais, syriens et jordaniens qui ont choisi d'exercer leur profession dans le « Golfe ». Ils sont entrés en contact avec des mouvements nationalistes comme le Ba'ath, le nassérisme et le Mouvement nationaliste arabe (MNA) du docteur Georges Habache qui a formé les premiers leaders de la révolution dhofarie. On peut donc affirmer que, sans cette émigration, le Front de libération du Dhofar n'aurait probablement jamais vu le jour et que le Dhofar serait toujours secoué par des révoltes sporadiques, sans perspective politique, comme il en connut pendant toute son histoire.

Par ailleurs, en ce qui a trait au pétrole, plusieurs puits forés au Dhofar par le groupe *Cities Service-Richfield* se révélaient productifs vers 1964. De son côté, la *Pure Oil Company* prédisait d'importantes découvertes. Les capitaux étaient donc appelés à affluer vers cette région et à la transformer en un État capitaliste moderne. En réalité, le pétrole eut une influence considérable sur le cours de la vie économique et politique de tout le sultanat<sup>22</sup>. D'une part, sur le plan externe, l'isolement n'était plus possible, la stagnation économique des émirats voisins du « Golfe » et la prépondérance politique britannique sur le bassin de l'océan Indien étant choses du passé. D'autre part, sur le plan interne, « celui que l'on qualifiait avant la découverte du pétrole de « despote éclairé » et dont on louait la « sagesse patriarcale » ne trouvait plus grâce après l'extraction de l'or noir même auprès de ses admirateurs, qui virent désormais en lui un tyran anachronique... Il paraissait évident... que le régime de Saïd Ben Taymour devait se réformer ou disparaître<sup>23</sup> ». Ainsi, même après l'entrée du sultanat d'Oman dans l'ère pétrolière, son souverain tint désespérément à le préserver des transformations socio-économico-culturelles apportées par la civilisation industrielle dans le « Golfe » et refusa de consacrer au développement de son pays les revenus<sup>24</sup> provenant des royalties du pétrole : « il refusait obstinément de créer une administration moderne, d'établir un budget d'État, d'investir dans des travaux d'infrastructure (devenus indispensables)...

Au Dhofar, il chercha par tous les moyens à empêcher ses sujets de travailler sur les champs pétrolifères ; des troubles ayant éclaté dans la région de Salalah, Saïd ibn Taymour saisit ce prétexte pour interdire aux Dhofaris d'entrer au service des compagnies pétrolifères. C'est en réponse à ces multiples contradictions que des hommes venus de la ville, de la plaine et de la montagne se sont unis pour libérer le Dhofar de la domination des sultans Bou Saïd.

## II — LA RÉVOLUTION DHOFARIE

Bien que récente, l'histoire de la révolution dhofarie peut être divisée en deux grandes phases. La première, qui s'étend de 1965 à 1968, est celle de la formation d'un Front de

22. Bien que la production pétrolière d'Oman ne représentait encore, en 1969, que 2,65% de celle de l'ensemble du golfe Arabo-persique. Voir *Interplay*, septembre 1970, p. 6.

23. ROULEAU, E., *op. cit.*

24. Évalués à environ £40 millions par année. Voir HOLDEN, David, « The Persian Gulf: After the British Raj », *Foreign Affairs*, juillet 1971, p. 728.

libération du Dhofar (F.L.D.) qui, pendant trois ans, s'est situé à l'avant-garde de la lutte armée dans la région du « Golfe ». La seconde, en revanche, est celle de la transformation de cette organisation nationaliste, voire sécessionniste, en un mouvement internationaliste, marxiste-léniniste, le Front populaire de Libération du golfe Arabe occupé (F.P.L.G.A.O.)<sup>25</sup>.

#### A — LE FRONT DE LIBÉRATION DU DHOFAR

En 1962, une partie de la section locale dhofarie du Mouvement nationaliste arabe (MNA) se sépare de cette organisation pour former l'Association de Bienfaisance du Dhofar<sup>26</sup>. Officiellement, celle-ci est créée pour venir en aide aux pauvres, construire des mosquées, etc. En fait, dès le départ, elle sert d'alibi à la constitution d'une opposition dhofarie au régime de Mascate. Avec le temps, les leaders de ce mouvement cachent de moins en moins leur intention de libérer leur pays de la domination omanie et de lui substituer un régime nationaliste. Ce fait explique, rétroactivement, les motifs de leur précédente rupture avec le Mouvement nationaliste arabe (MNA) qui représente une tendance unitaire arabe.

Il convient ici de rappeler que le MNA s'est constitué au cours des années cinquante, à la suite du drame palestinien. Il a été fondé par un médecin palestinien, George Habache, aujourd'hui l'un des leaders du Front populaire de libération de la Palestine. À l'instar du Ba'ath, il a eu à ses débuts une orientation essentiellement nationaliste. Il a ensuite évolué vers le nassérisme, puis vers le socialisme arabe tel que conçu par Nasser. C'est à cette époque que furent créées sous son égide de nouvelles organisations, dont le Front national de libération du Yémen du Sud. Il faudra attendre 1966 pour voir le mouvement rompre définitivement avec l'idéologie nationaliste arabe traditionnelle et adopter le socialisme sous sa forme marxiste.

En dépit de sa tendance isolationniste, l'Association de bienfaisance du Dhofar établit des contacts utiles avec l'Égypte et avec le mouvement de l'imam Ghalib qui, entretemps, a repris ses opérations militaires contre le sultanat de Mascate et les Britanniques dans la région du djebel Akhdar et qui accorde une certaine aide aux rebelles dhofaris. Puis, malgré leurs nettes divergences de vues, la section dhofarie du MNA et l'Association de bienfaisance du Dhofar se fédèrent et, peu après, sont rejoints par l'Organisation des soldats libres du Dhofar qui réunit des mercenaires dhofaris servant dans les armées de l'Arabie Saoudite, du sultanat d'Oman et des émirats du « Golfe ». Ces trois organisations donnent naissance, à la fin de 1964, au Front de libération du Dhofar à la tête duquel est placé un comité provisoire chargé de la préparation de la lutte armée.

\* \* \*

C'est dans la Grande Vallée (al Wadi al Kabir), dans la région centrale du Dhofar, que se tient du 1<sup>er</sup> au 9 juin 1965, le premier congrès du Front. Les deux principales décisions prises à cette occasion sont l'élection d'un comité directeur de dix-huit membres et le passage immédiat du stade de l'organisation à celui de la lutte armée.

À ses débuts, la guérilla est le fait d'une cinquantaine de combattants isolés, mal armés et mal approvisionnés. Pendant deux ans, les guérilleros frôlent constamment l'échec et, plus d'une fois, l'extermination. Néanmoins, une des premières réussites du Front est de permettre, pour la première fois dans l'histoire du Dhofar, la réunion dans un but commun d'hommes de plusieurs tribus jusqu'alors hostiles les uns aux autres. Pendant ce temps, royalistes nord-yéménites appuyés par Fayçal d'Arabie et républicains soutenus par Nasser soudoient les chefs de tribu

25. Le présent article a pour base une recherche effectuée au début de 1971. Pour les développements postérieurs à cette période, on lira avec profit l'étude récente de Jean-Pierre VIENNOT, chargé de cours à l'Institut national des langues et civilisations orientales de Paris: « Sept ans après le début des combats, la guérilla du Dhofar entre dans une nouvelle phase », *Le Monde Diplomatique*, août 1972.

26. Souvent, dans la région, les premières formes d'organisation politique ont été des associations de bienfaisance.

pour obtenir leur alliance ; c'est pourquoi la révolution antimonarchiste nord-yéménite, loin de supprimer les structures tribales, les a conservées, voire consolidées. C'est là, aux dires de certains, une des raisons de son échec<sup>27</sup>. Pour sa part, faisant preuve d'une grande lucidité, le Front lutte systématiquement contre l'infiltration des rivalités tribales dans ses rangs et prend toutes les mesures susceptibles d'unir les Dhofaris contre l'ennemi commun. À cette fin, il mobilise ses membres sur des bases individuelles, choisissant les responsables et les cadres en fonction du seul critère de l'efficacité.

Sur le plan opérationnel, les actions de l'Armée de libération du Dhofar (ALD) demeurent, jusqu'au milieu de 1967, typiques de la guérilla d'attaque : sabotages, embuscades, *etc.*, ayant pour cible principale l'armée gouvernementale<sup>28</sup>. En outre, l'ALD met sur pied ses premières bases en créant, dans la région centrale, trois camps permanents d'où partiront par la suite la plupart des expéditions lancées contre les forces anglo-omanies et les installations pétrolières<sup>29</sup>. Toutefois, l'incident qui attire le plus l'attention du monde extérieur sur la guérilla du Dhofar et qui contribue fortement à précipiter le cours des événements est, sans conteste, la tentative d'assassinat de Sa'ïd ibn Taymour. Le 26 avril 1966, alors qu'il effectue une visite au camp militaire de Razzat, le sultan est assailli par des membres du Front infiltrés dans l'armée. Il s'ensuit une fusillade ; le commandant du camp, un major pakistanais, est tué mais le souverain n'est que légèrement blessé. Après cet attentat, le sultan ne réapparaît pas en public, se claustrant dans sa résidence de Salalah et ne garde comme interlocuteurs que le major Chauncy, son conseiller personnel, ainsi que deux autres fonctionnaires prêtés par la Grande-Bretagne. Des opérations de repréailles sont organisées contre les villages soupçonnés d'appuyer la guérilla : des femmes, des enfants, des animaux sont massacrés, des maisons brûlées, des puits détruits et les personnes ayant un parent dans le Front, emmenées comme otages. Le sultan entreprend d'isoler encore davantage le Dhofar du monde extérieur. À l'intérieur du territoire, l'encercllement des montagnes est systématiquement appliqué ; les rares villages de la côte sont entourés de barbelés : il s'agit avant tout d'empêcher les « idéologies subversives » de gagner les villes.

Sur le plan économique, cette politique, en rendant pratiquement impossible l'émigration clandestine dans les émirats pétroliers du « Golfe », prive des centaines de Dhofaris de leur principal, et souvent unique, moyen de subsistance ; les montagnards, pour leur part, éprouvent de grandes difficultés à s'approvisionner. En contrepartie, sur le plan politique, elle apporte de l'eau au moulin de la révolution : avant l'entrée en vigueur des mesures précitées, les chômeurs de la plaine ou de la côte étaient placés devant l'alternative suivante : l'émigration ou la rébellion. Après avril 1966, quand la route de l'émigration est bloquée, nombreux sont ceux qui, refusant de mourir de faim dans les villes transformées en véritables camps de concentration, risquent leur vie pour s'enfuir dans la montagne et se joindre à la guérilla.

\* \* \*

Le Front de libération du Dhofar réunit des citoyens, dont une grande partie a séjourné dans le « Golfe », et des éléments ruraux et tribaux. La première catégorie regroupe des ouvriers, des fonctionnaires, des marchands et des militaires déjà politiquement formés sous l'influence du nationalisme arabe. Quant à la seconde, elle est presque exclusivement composée de gardiens de troupeaux pour qui la lutte armée n'est que l'aboutissement d'une longue série de révoltes contre les sultans de Mascate. Ces éléments tribaux sont les principaux tenants d'une tendance

27. DEFFARGE, C. et TROELLIER, G., *Yémen 62-69*, Laffont, Paris, 1969, p. 271.

28. L'armée du sultan, composée en majorité de mercenaires indiens, pakistanais et balouches et encadrée par les officiers britanniques, est entraînée et équipée par la Grande-Bretagne en vertu de l'accord intervenu a) Londres, le 25 juillet 1958 entre Saïd ibn Taymour et un représentant du gouvernement du Royaume-Uni. La traduction française de cet accord est reproduite dans COMITÉ SPÉCIAL DE L'OMAN, *op. cit.*, p. 61.

29. Sans cesse harcelée, la compagnie pétrolière installée au Dhofar est forcée d'interrompre ses travaux de prospection, puis de fermer ses puits et de déménager dans l'émirat de Charja.

séparatiste qui s'est d'abord manifestée au sein de l'Association de bienfaisance du Dhofar. Ce fait explique que la fusion intervenue entre ce dernier groupe et la section locale du MNA reposait, en définitive, sur un compromis fragile entre deux tendances : l'une mettait l'accent sur l'identité arabe de tous les États du « Golfe » et considérait en conséquence que le combat devait être mené contre le colonialisme britannique ; l'autre insistait sur la nécessité de libérer le Dhofar de l'occupation étrangère, soit le sultan de Mascate et la minorité d'étrangers qui contrôlent encore le pays. Dans les faits, ce compromis a tourné à l'avantage de la tendance sécessionniste qui, si elle n'a pas réussi à imposer l'idée d'un État indépendant, a cependant empêché que soit précisé le statut futur du Dhofar par rapport au sultanat.

Tel était, dans les premiers mois de son existence, le profil idéologique du Front de libération du Dhofar ainsi que nous le révèle la déclaration émise à l'issue de son premier congrès, le 9 juin 1965<sup>30</sup>. Ce texte ne laisse subsister aucun doute sur l'identité arabe du Dhofar. Son insistance même sur cette identité répond, semble-t-il, à trois impératifs :

- 1) mettre l'accent sur l'arabité du Dhofar niée par les sultans de Mascate ;
- 2) repousser les accusations d'isolationnisme qu'à elle seule l'appellation du Front était susceptible de susciter ;
- 3) rattacher la Révolution dhofarie à l'ensemble du mouvement révolutionnaire arabe.

Mais à un autre niveau, celui de la détermination des objectifs révolutionnaires et de leur champ d'application, la tendance séparatiste du Front réapparaît et les rares allusions à l'instauration d'un nouveau système socio-économique ne semblent concerner que le seul Dhofar.

Cette prise de position politique du mouvement révolutionnaire du Dhofar demeure incompréhensible si l'on fait abstraction de la structure sociale très particulière de ce pays et de sa spécificité par rapport à l'Oman l'intérieur. Il importe donc de se rappeler ici certains facteurs qui ont profondément marqué son histoire : en premier lieu, le rattachement tardif du Dhofar à l'Oman et les nombreuses révoltes qui s'en suivirent et qui prirent un « caractère dhofari » contre les sultans de Mascate, puis les facteurs religieux et linguistique qui de tout temps ont divisé les Dhofaris sunnites et de langue himyarite et les Omanis kharijites et arabophones, sans oublier l'exploitation économique dont il a été question précédemment.

Le fragile équilibre entre les deux tendances coexistant à l'intérieur du FLD se maintiendra jusqu'en 1967-1968. C'est alors que l'aggravation des conditions de la lutte armée et les développements survenus au Proche-Orient jouent en faveur du courant unitaire arabe, facilitent sa victoire sur les sécessionnistes et précipitent une remise en question des méthodes de lutte du Front, de sa structure, de son idéologie et de sa composition interne.

\* \* \*

## B — LE FRONT POPULAIRE POUR LA LIBÉRATION DU GOLFE ARABE OCCUPÉ

À partir de 1966, la lutte armée connaît une période de stagnation ; la riposte gouvernementale à la tentative d'assassinat du sultan force le mouvement guérillero à se placer dans une attitude d'autodéfense. De plus, le FLD n'a plus aucune voie d'approvisionnement sûre et permanente : jusque-là, le gouvernement en exil de l'imam Ghalib lui apportait un certain soutien matériel et militaire par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite qui voyait dans l'agitation au Dhofar un épisode du conflit frontalier qui l'opposait au sultanat d'Omam appuyé par la Grande-Bretagne ; mais quand les liens profonds qui unissent la révolution dhofarie au Front national de Libération du Yémen du Sud deviennent évidents, l'imam Ghalib dénonce le FLD comme un « mouvement communiste régionaliste et sécessionniste ». Dans le même temps, l'Arabie Saoudite rompt toutes ses relations avec le Front et manifeste une hostilité grandissante à son égard.

30. Voir *Al Hourriah*, No 552, 1<sup>er</sup> février 1971.

Les révolutionnaires du Dhofar se retrouvent donc de nouveau isolés dans leurs montagnes avec la volonté de sauver ce qui peut l'être de leur révolution. Or cette opération de sauvetage coïncidera avec un certain nombre de développements politico-militaires dans le monde arabe, soit :

- les bouleversements consécutifs à la défaite de juin 1967 ;
- le renforcement de l'influence saoudite par suite du retrait des troupes égyptiennes du Yémen du Nord ;
- le réaménagement des rapports de force dans la région après l'indépendance du Yémen du Sud ;
- la réorientation idéologique du Mouvement nationaliste arabe consécutive à sa critique des régimes bourgeois et à son adoption du marxisme.

Ces deux derniers facteurs, en particulier, auront une influence décisive sur l'évolution de la Révolution dhofarie.

Déjà affaiblie par les coups que lui porte le Front national de Libération, l'éphémère Fédération des émirats arabes du Sud<sup>31</sup>, destinée selon les Britanniques à prendre la relève du Protectorat d'Aden, commence à se désintégrer vers la fin de 1967 ; elle cède finalement la place, en novembre de la même année, à un gouvernement indépendant de Londres et dirigé par le FNL. Après l'accession du Yémen du Sud à l'indépendance et l'élimination des principaux rivaux du FNL, la collaboration entre celui-ci et le FLD se renforce. « La création de la République populaire du Sud-Yémen, écrit J.-P. Viennot<sup>32</sup>, a radicalement changé la situation et celle-ci constitue aujourd'hui une base d'appui fondamentale pour le Front, aussi solide que l'est la République démocratique du Viêt-nam pour le Front de Libération du Sud-Viêt-nam, puisqu'elle aide militairement et qu'elle ravitaille la guérilla du Dhofar, soigne ses blessés, accepte sur son territoire un camp d'entraînement, met son administration locale dans le sixième gouvernorat (Mahra) à son service, diffuse ses communiqués militaires à la radio d'Aden où le Front dispose d'un bureau officiel... ». Le FLD entre alors dans une nouvelle phase de sa lutte qui, cette fois, exige de lui qu'il définisse, sans ambiguïté, ses objectifs et sa stratégie et qu'il les coordonne avec ceux des autres mouvements de libération dans la région. C'est dans ce contexte que se déroulera, du 1<sup>er</sup> au 20 septembre, à Hamrîn, dans la région centrale du Dhofar, le second congrès du FLD.

Le Congrès de Hamrîn réunit des délégués de l'Association de Bienfaisance, de l'Armée populaire de Libération du Dhofar, ainsi que de la section locale du MNA<sup>33</sup>. C'est ce dernier groupe, composé essentiellement de Dhofaris ayant séjourné dans le « Golfe », qui va dominer les débats et faire adopter un certain nombre de résolutions affectant non seulement les activités mais la raison d'être même du Front. Les décisions les plus significatives à cet égard sont les suivantes<sup>34</sup> :

- 1) au niveau idéologique :
  - abandon du nationalisme pronassérien et
  - adoption explicite du marxisme-léninisme ;
- 2) au niveau organisationnel :
  - adoption du principe de centralisme démocratique et
  - élaboration d'un programme officiel d'éducation politique ;

31. Voir « Constitution de la Fédération des Émirats arabes du Sud », *Notes et Études Documentaires. La Documentation française*, Paris, N° 2 592, 11 novembre 1959.

32. VIENNOT, J.-P. « D'inspiration marxiste-léniniste... », *op. cit.*

33. Celle-ci a toujours maintenu des contacts très étroits avec les autres branches de cette organisation qui, au terme d'une longue évolution, a donné naissance à une aile marxiste révolutionnaire dont sont issus le Front populaire de Libération de la Palestine (en novembre 1967) et le Front populaire démocratique de Libération de la Palestine (en février 1969).

34. Voir « Communiqué politique, publié à l'issue du deuxième congrès du F.L.D. », *Tricontinental*, Édition française trimestrielle, N° 2, 1969, pp. 64-65.

- 3) en matière sociale :
  - abolition de l'esclavage et
  - reconnaissance de l'égalité de l'homme et de la femme ;
- 4) en matière économique :
  - organisation du secteur agricole ;
- 5) sur le plan stratégique :
  - élaboration d'une stratégie globale à long terme visant non plus l'indépendance du Dhofar mais l'édification d'une République populaire arabe du Golfe, englobant le Dhofar, l'Oman, les émirats de la côte d'Oman, Qatar, Bahrein et le Koweït, et
  - changement du nom du Front en celui de Front populaire de Libération du golfe Arabe occupé (F.P.L.G.A.O.).

Depuis 1968, l'alphabétisation est devenue obligatoire pour tous dans les régions libérées. Chaque partisan apprend à lire et à écrire et doit à son tour aider à alphabétiser les hommes et les femmes des villages. « En quatre ans, écrit G. Troeller<sup>35</sup>, avec peut-être quelque exagération, ce système a fait des Dhofaris le peuple le plus instruit de la péninsule arabe ». En plus de l'alphabétisation, l'école du Front s'occupe aussi de la formation de cellules politiques. C'est parmi les membres de ces cellules que sont recrutés les militants du Front qui, après un stage, sont envoyés au camp de la révolution.

Situé près de la frontière sud-yéménite, le camp de la révolution est placé sous la direction de cinq cadres, dont une femme, qui ont la responsabilité de la formation du combattant révolutionnaire. La même formation est dispensée aux hommes et aux femmes ; elle comporte, outre l'apprentissage de la tactique de la guérilla, une série de cours donnés par des commissaires politiques dans le cadre d'un programme unifié d'éducation politique élaboré par le front. Ce programme, qui s'inspire notamment des *Citations du président Mao Tsé-toung*, est divisé en vingt-cinq leçons portant sur les quatre thèmes suivants : 1) les principes du marxisme-léninisme ; 2) les principes d'organisation (le centralisme démocratique) ; 3) les qualités du combattant révolutionnaire ; et 4) la lutte des classes, la libération nationale et le nationalisme<sup>36</sup>. La « violence révolutionnaire organisée » est aussi un thème qui fait l'objet des préoccupations du Front ; le F.P.L.G.A.O. tient à ce que sa lutte soit clairement distinguée des luttes tribales, vouées à l'échec, qui l'ont précédée. Il en conclut que la violence doit reposer sur la conscience et l'organisation révolutionnaire.

\* \* \*

Il est un fait que le marxisme a pénétré au Dhofar principalement par les écrits du président Mao Tsé-toung. De là peut-on conclure que le mouvement révolutionnaire du Dhofar est prochinois ou maoïste au sens strict du terme ? Les choses sont en réalité plus complexes et, si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que le Front s'éloigne sur de nombreux points de la ligne chinoise pour adopter une position spécifique dans le conflit qui divise, à l'heure actuelle, le mouvement communiste international.

— 1) Ainsi, le processus qui se déroule au Dhofar est, contrairement à ce qui s'est passé en Chine, « une illustration de la thèse cubaine affirmant que la direction militaire de la guérilla peut évoluer, au cours de la lutte, en un parti prolétarien, et qu'il n'est pas nécessaire d'attendre la création de ce parti pour entamer la lutte armée<sup>37</sup> ».

— 2) En ce qui a trait à la conception des étapes à l'intérieur du processus révolutionnaire, on observe que, dans la pratique, le Front mène à la fois une révolution de libération nationale,

35. Dans *Front*, *op. cit.*, p. 24.

36. Voir VIENNOT, J.-P., « Sept ans après », *op. cit.*

37. VIENNOT, J.-P., « D'inspiration marxiste-léniniste... », *op. cit.* Le « parti révolutionnaire populaire marxiste-léniniste », dont le troisième congrès du F.P.L.G.A.O., tenu à Rakhout du 9 au 19 juin 1971, a préconisé la formation, n'a pas encore vu le jour.

c'est-à-dire dirigée contre la domination étrangère, une révolution sociale radicale prônant « l'édification de l'État prolétarien des pauvres sur les ruines de l'ancien appareil d'État féodal-tribal et bourgeois-colonialiste<sup>37</sup> » et une révolution culturelle dans le sens où la population du Dhofar est invitée à rompre avec le nationalisme arabe traditionnel et à adopter une ligue internationaliste et une attitude de classe.

— 3) Sur la question palestinienne aussi, le F.P.L.G.A.O. a sa propre vision des choses. Elle est très différente du point de vue chinois qui consiste à accorder un soutien privilégié au *Al Fatah* et à plus ou moins ignorer toutes les autres organisations. Pour sa part, le Front, tout en appuyant l'ensemble de la résistance palestinienne, a des liens plus étroits avec le F.P.D.L.P. dont il reprend en partie les thèses.

— 4) Enfin, le Front a refusé de prendre une position quelconque dans le conflit sino-soviétique. Dans ses textes officiels, on ne rencontre aucune condamnation *formelle* du révisionnisme *soviétique*.

La révolution dhofarie peut donc être située dans ce que l'on appelle à tort ou à raison la troisième ligne du mouvement communiste international telle que concrétisée dans les pays placés aux premiers rangs de la lutte anti-impérialiste, c'est-à-dire Cuba et le Viêt-nam.

\* \* \*

La participation de la femme à la lutte armée et les mesures que le Front a prises en vue de sa libération constituent un des aspects les plus intéressants de la révolution au Dhofar. L'importance du rôle tenu par la femme dans la révolution dhofarie s'explique non seulement par la relative liberté dont jouit traditionnellement la femme dans la campagne du Dhofar, par rapport aux femmes des autres régimes du « Golfe », mais aussi par la politique du Front qui favorise l'engagement des femmes dans la vie de la communauté. Par ailleurs, s'il ne convient pas d'établir une relation causale mécanique entre la libération de la Dhofarie en tant que femme et son engagement dans l'action politique, celui-ci serait néanmoins sans signification s'il ne visait en même temps la satisfaction des principales revendications féminines. C'est pourquoi la participation de la femme au combat politique se présente souvent sous la double forme suivante :

- celle d'une révolte contre l'oppression familiale, puis maritale, dont elle est victime ;
- celle d'une pression exercée sur le mouvement révolutionnaire lui-même afin de l'amener à faire sien son propre programme de libération.

Ce programme, élaboré et défendu par le bataillon féminin de l'Armée populaire de Libération du Dhofar (APLD) insiste sur la nécessité :

- d'abolir la dot ainsi que la polygamie ;
- de reconnaître à l'homme et à la femme un droit légal au choix de son conjoint et au divorce et,
- en général, d'éveiller les femmes à leurs droits, ce dont ne se sont nullement préoccupés les mouvements apolitiques de la bourgeoisie.

Entérinées par le Commandement général du Front, ces mesures, en particulier l'octroi de la liberté de choix du conjoint et l'abolition de la dot, on eu, entre autres effets, celui de saper les fondements mêmes du système tribal fait de cloisonnements entre tribus fortes et faibles, entre nobles et parias, entre riches et pauvres.

De même, le Comité dit « pour la solution des problèmes du peuple » est considéré comme un instrument de lutte contre l'esprit tribal et les valeurs anciennes en général. Créé après le Congrès de Hamrîn, ce comité joue en quelque sorte le rôle d'un tribunal chargé de toutes les questions extramilitaires. Il veille à l'application stricte des décisions du Front, résout les conflits intertribaux ainsi que ceux ayant pour objet la possession de la terre et de l'eau.

Les activités de ce comité<sup>38</sup> sont considérées comme une façon supplémentaire de politiser

38. Appelé, d'après le communiqué du congrès de 1971, à être remplacé ou secondé par des « conseils populaires ».



la population à partir des difficultés quotidiennes, de la convaincre de se libérer des structures responsables de bien des formes d'arriération dans cette région du monde et de s'attaquer aux valeurs anciennes qui constituent des obstacles à l'égalité entre tous et au droit d'utiliser la terre et l'eau sans distinctions, ni privilèges. Aussi les leçons politiques et morales qui se dégagent de la discussion des problèmes soulevés prennent-elles parfois autant d'importance que le verdict rendu lui-même.

\* \* \*

Il est normal qu'un pays qui prétend mener une guerre de libération à long terme se dote d'une politique économique qui tende à l'autonomie. À cet égard, la campagne dhofarie est confrontée à une série d'obstacles majeurs. Il apparaît illusoire de vouloir faire reposer une économie autarcique sur le seul bétail, richesse principale de la montagne. Il s'ensuivrait une carence de la plupart des produits vitaux qu'il est, pour l'instant, presque impossible d'importer en raison du blocus établi autour des villes par l'armée gouvernementale.

Dès lors, l'espoir d'en arriver au stade de l'autosubsistance est reporté sur le développement de la production agricole. Le F.P.L.G.A.O. a pris la responsabilité d'organiser et de développer ce secteur. À cette fin, il a créé, lors de son deuxième congrès, un Comité spécial pour l'agriculture. La première initiative de ce comité fut de décréter que désormais la totalité de la terre et de l'eau des régions libérées serait propriété collective<sup>39</sup>. Une première conséquence de cette mesure a été la suppression du monopole détenu par deux des tribus dhofaries sur la plus grande partie des terres et des puits. En ce sens, la décision revêt une importance très grande puisque, non seulement elle a porté un nouveau coup au système tribal et aux causes des rivalités intertribales, mais elle a, par la même occasion, éliminé le plus important moyen d'exploitation existant dans la campagne du Dhofar.

Depuis 1969, les éleveurs ont accès gratuitement à tous les points d'eau et ils peuvent même, s'ils le désirent, se reconvertir à l'agriculture. Le comité a organisé le secteur agricole sur une base communautaire qui ne diffère pas beaucoup de l'ancien mode de production qui groupait déjà plusieurs familles; en revanche, ont été abolis les bails à ferme ainsi que la propriété individuelle ou tribale de la terre.

Faire de l'agriculture la principale activité de la région implique une certaine sédentarisation de la population. Ce résultat est encore loin d'être atteint, surtout dans la région occidentale où les nomades demeurent très nombreux et où, en conséquence, font défaut aussi bien la technique, les machines aratoires que les installations hydrauliques, les canaux, les barrages et les routes. Malgré tout, de l'avis de certains observateurs<sup>40</sup>, la région occidentale a subi depuis 1968 d'importantes transformations et constitue d'ores et déjà un centre de production apte à satisfaire les exigences de la lutte. « Elle est appelée à devenir, selon les termes d'un cadre du Front, la base économique et le grenier de la Révolution ».

\* \* \*

### III — L'EXTENSION DE LA GUÉRILLA

Les questions d'ordre stratégique auxquelles le mouvement de libération du « Golfe » est confronté se posent à un double niveau. Au plan externe, elles concernent les pays arabes « progressistes » du Proche-Orient et leur attitude respective face au phénomène révolutionnaire dans le « Golfe ». Au niveau interne, elles portent sur le rôle qu'il convient d'assigner au foyer insurrectionnel dhofari dans le processus de libération du golfe Arabo-persique.

Avant toutefois d'aborder ces points proprement dits, il n'est pas inutile de les situer brièvement dans le contexte plus général du retrait des forces britanniques du golfe Arabo-

39. Mesure entérinée par le Congrès de 1971.

40. TARABULSI, F., *op. cit.*: SALMANE, H., « Dhofar — La lutte armée va s'étendre », *Africasia*, 11-24 mai 1970.

persique et des conséquences de cette décision sur l'évolution politique des émirats arabes de la côte occidentale du « Golfe ».

#### A — LE RETRAIT BRITANNIQUE DES ÉMIRATS DU « GOLFE »

« Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Grande-Bretagne allège graduellement ses engagements extérieurs : elle ne maintient que ceux qui correspondent à ses intérêts essentiels. La décolonisation, et en particulier la disparition de son empire des Indes, l'ont donc incitée à envisager un retrait quasi complet de la zone à l'est de Suez... Le golfe Persique comptait autrefois pour la Grande-Bretagne, en fonction de l'Inde... Ces motifs d'intérêts se sont effacés, mais d'autres sont apparus ; États et territoires riverains sont devenus... les principaux fournisseurs du Royaume-Uni en pétrole<sup>41</sup>. Il s'agissait dès lors de décider si ces enjeux nouveaux devraient être préservés par la seule conservation des moyens mis en place pour la défense des intérêts de jadis : influence directe, protection de petits territoires... et stationnement de forces armées ; ou si, désintéressément politique et évacuation militaire, conjugués avec l'établissement ou le renforcement de relations amicales avec les États de la région, ne répondraient pas mieux aux conditions présentes<sup>42</sup>.

C'est en ces termes que le général Rondot décrit les réalités économiques et stratégiques nouvelles qui rendaient urgente une révision fondamentale de l'archaïque système de protectorat exercé sur les émirats du Golfe. Dans ces conditions, l'ancien rôle politique de la Grande-Bretagne, qui se conduisait comme le gendarme unique de la région, ne pouvait être maintenu plus longtemps sans être considéré comme un défi à l'intérêt national des nouvelles puissances riveraines. Aussi en janvier 1968, le gouvernement travailliste de Londres annonça-t-il son intention de mettre fin, avant 1972, à la protection anglaise accordée aux États du golfe Arabe depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Bien qu'hostile à cet « abandon d'une région stratégique et riche en pétrole », le parti conservateur, après son accession au pouvoir en juin 1970, fut dans l'impossibilité de modifier la politique de son prédécesseur et dut confirmer que les traités de protection passés entre la Grande-Bretagne et les neuf souverains des États du Golfe cesseraient d'être en vigueur à la fin de 1971. Il précisa toutefois que ces traités seraient remplacés par d'autres prévoyant une aide militaire en matériel et en hommes et des manœuvres aéronavales communes.

Ces promesses ne rassurèrent toutefois pas les pays favorables au maintien des forces britanniques dans le « Golfe », parmi lesquels les émirats d'Abu Dhabi, de Charjah et de Doubai ainsi que les États-Unis qui considéraient que la Grande-Bretagne devait continuer à remplir ses engagements dans cette région<sup>43</sup>. En visite à Londres, en juillet 1970, le secrétaire d'État américain insista pour que la décision d'évacuation soit reconsidérée<sup>44</sup>.

Par contre, les États hostiles à toute prolongation de la présence britannique étaient encore plus nombreux ; en tête de ceux-ci se trouvaient, pour des motifs différents, Bahrein, l'Arabie Saoudite, le Koweït, l'Irak, l'Égypte, la Libye et surtout l'Iran dont le Chah déclarait au *Times*, en avril 1970 : « Tout retard apporté à ce retrait serait favorable à l'explosion du nationalisme

41. 60% du pétrole brut britannique provient de ces pays.

42. RONDOT, Pierre, « L'Iran compte sur le retrait des troupes britanniques », *Le Monde diplomatique*, août 1970.

43. « *From the american viewpoint, the timing of British announcement of withdrawal from the Persian Gulf was unfortunate... Following Britain's announcement of its intention of withdraw from the Persian Gulf before the end of 1971, Soviet naval vessels began paying courtesy calls at the Gulf ports of Iraq and Iran, thus revealing future intentions* » : HUREWITZ, J.-C., *Changing Military Perspectives in the Middle East*, The Rand Corporation (RM-6355), septembre 1970, pp. 13, 6 et 7.

44. RONDOT, P., *op. cit.* : « *In order to keep from becoming deeply involved in the Gulf area, the United States may also encourage the British to retain a modest naval presence after 1971* » : QUANDT, W.-B., *United States Policy in the Middle East : Constraints and Choices*, The Rand Corporation (RM-5980), février 1970, p. 76.

et, par conséquent, menacerait la paix et la sécurité dans cette région<sup>45</sup>. En fait, il semble que l'argument avancé par l'Iran ait marqué des points à Londres où l'éventualité d'un nouvel Aden n'était pas écartée et préoccupait beaucoup le gouvernement. Celui-ci était conscient de la situation paradoxale dans laquelle se trouvait son contingent dans le « Golfe » qui, par sa seule présence, symbole de l'occupation britannique, exaspérait les sentiments nationalistes sans pour autant protéger efficacement les intérêts économiques de la métropole. De plus, après avoir pris officiellement l'engagement de se retirer, les Anglais ne pouvaient plus se permettre de faire marche arrière sans provoquer des protestations de l'Iran<sup>46</sup> et des autres riverains du « Golfe ».

Aussi Londres s'efforça-t-il d'amener les émirats arabes à résoudre les conflits qui les opposaient et à mener à bien les discussions, commencées en 1958 mais jusqu'alors infructueuses, visant à créer une fédération qui, selon le gouvernement du Royaume-Uni devait constituer la base du futur équilibre de la région; cette union, en même temps que le resserrement des liens britanniques avec l'Iran et l'Arabie Saoudite<sup>47</sup> était considérée comme susceptible, mieux que présence militaire étrangère, d'assurer la stabilité politique du « Golfe » et donc la sauvegarde des intérêts pétroliers britanniques.

Le 18 juillet 1971, des entretiens entre six<sup>48</sup> des neuf émirats débouchent sur un accord de principe portant création d'une « petite fédération »: Ras al-Khaimah n'y demandera son admission qu'un an plus tard. Quant à l'archipel de Bahrein et à la péninsule de Qatar, choisissant de faire cavalier seul, ils proclament leur indépendance en août 1971. Seul, par conséquent, le sultanat d'Oman semble épargné par les remous consécutifs au retrait britannique: d'une part, l'Angleterre entend y conserver ses deux bases aériennes de Masirah et de Salalah, jugées essentielles au maintien des communications avec l'Extrême-Orient<sup>49</sup>; d'autre part, institutionnellement, le sultanat n'a jamais cessé d'être considéré comme un État indépendant.

Dans son rapport au secrétaire général des Nations Unies, le Comité spécial de l'Oman estime « que le sultanat ne peut pas être considéré comme une colonie ou un protectorat *stricto sensu* ». Il note qu'aucun des accords passés entre le sultanat et le Royaume-Uni n'accorde au Royaume-Uni de pouvoir d'administration sur le sultanat. Toutefois, de l'avis du Comité, les

45. RONDOT, P., *op. cit.* Cette forte opposition iranienne à la persistance d'une présence britannique fut confirmée le 22 juin 1970 par le premier ministre iranien (*Le Monde*, 24 juin 1970), le 25 juin par le Chah (*The Times*, 29 juin 1970), et le 5 juillet par le ministre des Affaires étrangères d'Iran (*The Times*, 7 juillet 1970).

46. ...que le retrait britannique a contribué à hisser au rang de grande puissance régionale. De nombreux articles ont été consacrés ces dernières années à la volonté d'hégémonie iranienne dans le Golfe (que vient confirmer l'annexion par la force, le 30 novembre 1971, des îlots arabes d'Abou-Moussa et de la Petite et Grande Tumb qui, dans le détroit d'Hormuz, commandent l'accès du golfe Arabo-persique) et à sa politique étrangère « tous azimuts » qui lui a valu le « respect » à la fois de la Chine, des États-Unis, et de l'Union soviétique; citons entre autres: ZAHIB, Sepehr, « Iran's International Posture: De Facto Nonalignment within a Prowestern Alliance », *The Middle East Journal*, Vol. 24, N° 3 (été 1970), pp. 302-18; MOURIN, Maxime, « L'Iran et les problèmes de l'équilibre », *Revue de défense nationale*, 26<sup>e</sup> année, octobre 1970, pp. 1446-61; RAMAZANI, Rouhollah K., « Iran's Changing Foreign Policy: A Preliminary Discussion », *The Middle East Journal*, Vol. 24, N° 4 (automne 1970), pp. 421-437; SCHULZ, Ann. T., « A Leadership Role for Iran in the Persian Gulf? », *Current History*, janvier 1972, pp. 25-30; KUTSCHERA, Chris, « L'Iran, nouveau gendarme », *Croissance des jeunes nations*, N° 119, janvier 1972, pp. 31-34.

47. Sur la prépondérance politico-militaire de l'Arabie Saoudite dans l'ensemble de la péninsule arabique, voir, entre autres: SOULIÉ, J.-L. et CHAMPENOIS, L., *Le Royaume d'Arabie Saoudite face à L'Islam révolutionnaire 1953-1964*, A. COLIN (Cahiers de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, N° 145), Paris, 1966; RONDOT, P., « Le monde musulman entre la tradition et le socialisme. Les forces conservatrices l'emportent dans les pays de l'Orient arabe », *Le Monde Diplomatique*, décembre 1971.

48. Abu-Dhabi, Doubaï, Charjah, Umm al-Qaiman, Ajman et Fujairah.

49. Masirah serait, après celle de Singapour, la plus importante implantation militaire anglaise à l'est de Suez alors que Salalah passe pour être une base nucléaire: HALLIDAY, F., « Class Struggle in the Arab Gulf », *New Left Review*, N° 58, novembre-décembre 1969, p. 32.

rapports que le Royaume-Uni entretient avec le sultan et qui lui permettent d'exercer une grande influence sur la politique du sultanat, peuvent être considérés comme ayant un caractère spécial et assez exclusif<sup>50</sup>.

Ces rapports spéciaux et exclusifs jalonnent toute l'histoire des relations entre le sultanat d'Oman et la Grande-Bretagne. Après les traités de 1822 et de 1845 qui, sous prétexte de traite des esclaves, concèdent au gouvernement britannique un droit de surveillance sur « certaines affaires » du sultanat et des autres émirats de la côte, c'est le *Non-Alienation Bond* de 1891, dénoncé en 1958 seulement, par lequel le sultan s'engage lui et ses successeurs à ne jamais aliéner, sauf à la Grande-Bretagne, les possessions de Mascate et Oman. Puis ce sont les accords de 1902 et de 1923 qui limitent encore davantage la souveraineté du sultan en lui interdisant la concession de bassins houillers et de gisements pétroliers à toute puissance étrangère sans l'approbation du gouvernement britannique<sup>51</sup>. « Les sultans, écrit Éric Rouleau, en échange d'un soutien dont ils ont eu souvent besoin pour réduire leurs adversaires de l'intérieur et de l'extérieur ont accordé à leurs protecteurs des privilèges multiples, voire l'exercice du pouvoir effectif : les bases militaires, la politique étrangère, l'armée, les banques, le pétrole, les investissements, le commerce extérieur, sont aux mains des Anglais<sup>52</sup> ».

Aussi ces derniers, dans le contexte de leur politique de décolonisation, ont-ils senti la nécessité de restituer au sultanat au moins les apparences extérieures de la souveraineté. L'occasion leur fut « fournie » par le coup d'État qui, le 23 juillet 1970, écarta du pouvoir le sultan Sa'id ibn Taymour au profit de son fils Qabous ibn Saïd, âgé de 29 ans.

Éduqué en Angleterre, licencié de l'Académie militaire de Sandhurst et officier dans le régiment des *Caledonians* qui a participé à la répression de la rébellion du djebel Akhdar, le sultan Qabous, rapidement qualifié de « prince éclairé », sera un instrument docile au service de la nouvelle politique anglaise en Oman qui a pour objectif de replacer le sultanat sur la carte du Proche-Orient et du monde et, par la même occasion, d'isoler les révolutionnaires du Dhofar. Trois mois après son accession au pouvoir, Qabous ibn Sa'id obtient l'admission de son pays à l'ONU puis à la Ligue arabe. Depuis octobre 1971 également, l'armée omanie, appuyée par l'aviation britannique, est engagée dans une vaste opération destinée à couper les voies de ravitaillement au Front, c'est-à-dire à rendre impossible toute communication entre Aden et le Dhofar, en vue de reprendre le contrôle de cette province.

## B — UNE STRATÉGIE GLOBALE DE LIBÉRATION DU « GOLFE »

On a déjà souligné le fait que la réorientation idéologique entreprise dès 1967 au sein du Front de libération du Dhofar n'a pas été sans provoquer un renversement des alliances de la région. Tour à tour, le mouvement de l'iman Ghalib, l'Arabie Saoudite et les pays arabes dits « progressistes » retirent leur appui à la révolution dhofarie. Ce boycottage de la guérilla du Dhofar, les responsables du Front l'expliquent, d'une part, par le « caractère bourgeois de l'ensemble des pays arabes qui n'ont par conséquent aucun intérêt à faire connaître à leurs peuples la première expérience réussie de guerre populaire en pays arabe sous une direction marxiste-léniniste<sup>53</sup> », d'autre part, par le fait que le F.P.L.G.A.O. a « condamné à mort<sup>53</sup> » la Fédération des émirats du « Golfe » que l'Égypte, l'Irak et la plupart des régimes arabes ont reconnue.

Pendant la première phase de la lutte armée au Dhofar, la radio du Caire avait été le principal centre de propagande du FLD qui avait obtenu l'autorisation d'ouvrir un bureau dans cette ville. Le Front était alors d'orientation politique nassérienne et la RAU lui fournissait des fonds, l'approvisionnait en armes et assurait la formation de ses combattants. Depuis son

50. COMITÉ SPÉCIAL DE L'OMAN, *op. cit.*, p. 75.

51. Voir ALBAHARNA, H., *op. cit.*, pp. 47, 48, 49, 67, 68 et 84.

52. ROULEAU, E., *loc. cit.*

53. VIENNOT, J.-P., « D'inspiration marxiste-léniniste... », *loc. cit.*

adhésion au marxisme, le F.P.L.G.A.O. ne dispose plus d'aucune liberté d'action en Égypte et les organes de propagande égyptienne ont cessé toute mention de ses activités.

De son côté, la Syrie, du moins pendant la période qui a précédé le coup d'État de Hafez el Assad, condamnait explicitement et vigoureusement la Fédération des émirats. Ce fut là un facteur de rapprochement avec le mouvement révolutionnaire du Dhofar qui entama des discussions avec le Ba'th syrien en vue de l'ouverture d'un bureau du Front à Damas. Ces négociations échouèrent en raison, semble-t-il, des conditions « inacceptables » posées par le Ba'th. Il convient toutefois d'ajouter qu'en 1969, une délégation du Front a été officiellement accueillie en Syrie.

Enfin, l'Irak, qui se pose en champion à la fois du progressisme et de l'arabisme, a apporté dès 1958 un appui sans réserve au projet de fédération des émirats du golfe Arabe dont la raison d'être serait la défense du caractère arabe du « Golfe ». Selon Bagdad, cette fédération doit constituer un barrage contre les puissances impérialistes (anglo-américaines) et l'Iran qui pillent les pays du « Golfe », y encouragent systématiquement une immigration non arabe, en plus de porter atteinte à l'intégrité de leurs territoires. En revanche, le Ba'th iraquien manifeste une hostilité toute particulière à l'égard du mouvement du Dhofar qui lui échappe.

Ainsi s'explique le fait que, pour les responsables du F.P.L.G.A.O., il ne soit pas question de se placer dans un état de dépendance vis-à-vis des régimes arabes fussent-ils « progressistes » ou « anti-impérialistes », ni de subordonner le rythme de leurs luttes aux exigences du nationalisme arabe. En contrepartie, l'internationalisme prolétarien auquel les révolutionnaires du Dhofar proclament leur attachement a trouvé un écho dans les pays socialistes, spécialement la Chine et l'URSS.

La première offerte, l'assistance chinoise s'est d'abord caractérisée par un appui moral et politique — émissions de Radio-Pékin, articles dans *Pékin Information*<sup>54</sup> — puis par un soutien matériel en particulier militaire et médical transitant par le Yémen du Sud<sup>55</sup>. En sens inverse, un certain nombre de cadres du Front sont allés en Chine y recevoir une formation politique et militaire. Cependant, de retour d'Aden, « le Hanoï » de la guérilla marxiste-léniniste du Dhofar, Éric Rouleau<sup>56</sup> fait maintenant état de divers témoignages concordants indiquant « que Pékin est en perte de vitesse (dans cette région) ». Le rapprochement sino-américain, le soutien accordé par Pékin au régime anticommuniste du Soudan et à celui du Pakistan, la suspension de l'aide matérielle aux maquisards de l'Érythrée après l'établissement de relations diplomatiques avec l'empereur d'Éthiopie et — assure-t-on — le net ralentissement des livraisons d'armes aux guérilleros du Dhofar à la suite de la reconnaissance par Pékin de l'indépendance des émirats, nettement conservateurs, du golfe Persique, ont suscité, selon le cas, l'étonnement ou l'indignation chez tous ceux qui croyaient voir dans le maoïsme une « alternative révolutionnaire » au marxisme soviétique. Plus discrète, très technique, néanmoins importante, l'aide soviétique<sup>57</sup> semble de plus en plus intégrée à la coopération soviéto-sud-yéménite qui connaît ces derniers temps une accélération sensible.

Cette assistance socialiste et sud-yéménite a marqué le début d'une nouvelle phase sur le plan de la lutte armée au Dhofar. Cette phase peut elle-même être divisée en deux étapes : — 1) Après le Congrès de Hamrîn, le front des opérations militaires s'est déplacé des zones centrale et orientale vers la zone occidentale contiguë au Yémen du Sud. L'un après l'autre, trois camps de l'armée gouvernementale et deux villes — Dalkoût et Rakhioût — tombent aux mains des guérilleros qui se rendent ainsi maîtres de toute la région.

54. Voir *Pékin Information*, 8 décembre 1969, 9 février 1970, 10 octobre 1970.

55. Voir RICHER, Philippe, *La Chine et le tiers-monde (1949-1969)*, Payot, (Bibliothèque historique), Paris, 1971.

56. ROULEAU, Eric, « L'étoile rouge sur le Yémen du Sud », *Le Monde*, du 27 au 31 mai 1972.

57. Un film soviétique sur le Dhofar, intitulé « Le vent chaud de la liberté » a été présenté lors du septième festival international du film de Moscou (*Le Monde*, 6 août 1971).

— 2) Après la chute de Rakhioût, le 23 août 1969, les zones centrale et orientale redeviennent le théâtre principal des opérations. Des communiqués militaires du Front publiés régulièrement dans le journal libanais *Al Hourriah* font état d'accrochages quotidiens ou fréquents et de pertes très lourdes en hommes et en matériel subies par « l'ennemi ». De nombreuses villes sont libérées. L'Armée populaire de Libération prend en outre position dans la plaine où elle harcèle la capitale et la base aérienne. Selon des officiers britanniques, cette dernière est soumise deux ou trois fois par semaine à d'intensifs bombardements.

Salalah menacée, les deux tiers du Dhofar contrôlés par l'Armée populaire de Libération, ainsi que l'avouera plus tard le premier ministre<sup>58</sup> Tarik ibn Taymour, oncle du sultan, tels sont, à l'été de 1970, les résultats obtenus par le F.P.L.G.A.O. après cinq ans de guérilla. Mais pour le gouvernement de Mascate, comme pour les autres souverains du Golfe, ce qui se passe au Dhofar, province traditionnellement marginale, demeure en dépit de sa gravité, une affaire locale et ne présente aucun risque d'extension.

Pourtant, dans la nuit du 11 au 12 juin, cinq ans presque jour pour jour après le déclenchement de la lutte armée au Dhofar, des unités appartenant à une organisation jusque-là inconnue, le *Front national démocratique pour la libération d'Oman et du Golfe Arabe* attaquent simultanément les camps militaires de Nizwa et d'Izki dans le djebel Akhdar en Oman intérieur. Techniquement, l'opération est un échec : les commandos sont décimés et les blessés faits prisonniers et enfermés dans le fort Jalâli, la prison de Mascate. Toutefois, une vive inquiétude s'empare des chefs de gouvernement lorsqu'ils apprennent que le nouveau Front collaborait étroitement avec le F.P.L.G.A.O., en dépit des huit cents kilomètres de désert qui les séparent.

Le nouveau gouvernement du sultan Qabous ibn Sa'id décide alors de passer à l'offensive et s'efforce, avec l'aide d'un contingent envoyé par le cheik d'Abu Dhabi et le concours de l'Arabie Saoudite, de couper le Dhofar de sa base arrière, la République démocratique et populaire du Yémen.

Rappelons ici que, dès le début de la lutte nationaliste à Aden, les éléments les plus conservateurs avaient trouvé refuge en Arabie Saoudite. Celle-ci avait alors soutenu puis favorisé leurs actions armées à partir de son territoire. Après l'indépendance d'Aden et la création de la République populaire et démocratique du Yémen, Ryad estima que ce pays était tombé entre les mains des communistes et refusa de reconnaître le régime au pouvoir à Madinat ash-Shaab.

En novembre 1969, les armées des deux États s'affrontèrent dans la région frontière d'al Wadiyah. Après les événements de juin 1970 dans le djebel Akhdar, les pressions de la part des représentants des intérêts britanniques et américains et de la part du nouveau sultan de Mascate se firent de plus en plus fortes pour qu'un grand coup soit tenté. « En novembre 1970, raconte Pierre Lefort, quatre mille mercenaires s'enfonçaient profondément à l'intérieur du quatrième gouvernorat (de la République sud-yéménite). L'armée populaire, sans les heurter de front, réussit par des harcèlements successifs à les anéantir... Le but de l'opération était de couper le Sud-Yémen en deux, pour créer un État de l'Hadramaout indépendant et du même coup supprimer la seule base arrière de la guérilla du Dhofar<sup>59</sup> ». Depuis, il ne se passe pas de mois sans que la presse internationale ne fasse état d'attaques perpétrées par des tribus à la solde de l'Arabie Saoudite contre les frontières septentrionales du Yémen du Sud où le roi Fayçal a massé ses propres troupes. Dès lors, « dans le cadre de la stratégie définie par l'Arabie Saoudite pour « lutter contre la subversion » dans le monde arabe et particulièrement au Sud-Yémen, au

58. Il a « démissionné » le 2 janvier 1972.

59. LEFORT, René, « Révolution au Sud-Yémen. La nouvelle gauche arabe à l'épreuve du pouvoir », *Le Monde Diplomatique*, février 1971. L'auteur ajoute : « au cours du défilé marquant le troisième anniversaire de l'indépendance (du Yémen du Sud), on a pu voir le matériel saisi à cette force d'intervention : camions marqués « Armée de libération de l'Hadramaout », canons... armes légères, le tout d'origine américaine ».

Dhofar et au Liban<sup>60</sup>», une intervention omano-saoudite de grande envergure en vue de provoquer un changement de régime à Aden demeure toujours possible et même prévisible.

\* \* \*

Succédant à une longue série de jacqueries suicidaires, la violence organisée a permis de réaliser au Dhofar une révolution à la fois politique, économique, sociale et culturelle dont on a tenté de rendre compte dans ces pages. Cette expérience révolutionnaire, unique dans le monde arabe (exception faite de celle poursuivie en République démocratique populaire du Yémen) puisqu'elle récusé les notions de socialisme arabe ou islamique pour s'inspirer des principes du socialisme scientifique, ne peut toutefois trouver en elle-même sa propre fin. La lutte armée entreprise par le F.P.L.G.A.O. s'inscrit désormais dans un projet beaucoup plus vaste que celui de la seule libération du territoire dhofari : elle vise aussi à libérer tout l'Oman de la domination des Sa'id et l'ensemble du « Golfe » du néo-colonialisme anglo-américain. En ce sens, on peut affirmer qu'elle n'a pas encore atteint ses objectifs.

Sa propre survie est-elle pour autant assurée? Qu'il faille en chercher la cause dans l'indifférence des pays arabes progressistes ou dans la subite volte-face chinoise<sup>61</sup>, il semble maintenant certain que les maquis du Dhofar ont, ces derniers temps, « accumulé les revers militaires<sup>62</sup> » en dépit des nombreuses pertes en hommes et en matériel subies par les forces anglo-omanies. La révolution dhofarie est donc condamnée, autant par nécessité stratégique que par choix idéologique, à susciter des initiatives révolutionnaires à l'extérieur du Dhofar. C'est ainsi dès lors qu'il convient d'interpréter la thèse du Front populaire selon laquelle le Dhofar ne constitue qu'un foyer pour l'exportation de la révolution dans le « Golfe ».

Pour sa part, le Front définit sa ligne stratégique comme étant celle de l'encercllement des villes (en l'occurrence, les centres pétroliers des émirats les plus riches et les bases militaires comme Salalah et Masirah) où est concentré l'essentiel des forces répressives, par les campagnes (c'est-à-dire les montagnes dhofaries et omanies)<sup>63</sup>.

La mise en œuvre de cette stratégie exige toutefois que soit, au préalable, très soigneusement préparé le terrain pour la lutte armée en Oman intérieur. À cet égard, il importerait pour les dirigeants du F.P.L.G.A.O. de procéder à une étude critique de la première tentative d'établissement d'un foyer révolutionnaire dans le djebel Akhdar, en juin 1970, et d'en tirer toutes les leçons qui s'en dégagent. C'est là une des conditions nécessaires pour que prenne tout son sens le mot d'ordre du Front : créer plusieurs Dhofar.

Il est néanmoins à prévoir que le déploiement d'une stratégie enveloppante et l'extension de la lutte armée dans les émirats pétroliers du « Golfe » ne sera pas sans poser un certain nombre de problèmes au mouvement révolutionnaire. En effet, si la structure sociale du Dhofar a facilité la création de foyers de guérilla, il en sera autrement dans des milieux différents dont certains, comme celui de Bahrein, ont déjà derrière eux une longue tradition de luttes sociales et politiques<sup>64</sup>. Des difficultés nouvelles, différentes de celles rencontrées et surmontées au Dhofar,

60. FRANGIE, Samir, *op. cit.*

61. « ...since the overthrow of Sultan Said bin Taimur in 1970, there has been increasing evidence that the rebellion is being contained and even mastered. Once they judge this to be the case, the Chinese are likely discreetly to withdraw their support for the rebels and try their luck elsewhere »: OWEN, R.-P. « The British Withdrawal from the Persian Gulf », *The World Today*, février 1972, p. 80.

62. ROULEAU, É., *Le Monde*, 31 mai 1972, *op. cit.*

63. *Programme d'action démocratique nationale*, Congrès de Rakhioût, juin 1971.

64. Voir HUMAIDAN, Ali, *Les princes de l'or noir. Évolution politique du Golfe Persique*, S.E.D.I.S., Futuribles, Paris, 1968, pp. 36-38.

surgiront<sup>65</sup>. Il appartiendra alors au mouvement révolutionnaire d'apporter des solutions justes aux contradictions — amplifiées par les régimes néo-colonialistes — entre les centres urbains et les campagnes et d'établir une interaction, pour l'instant embryonnaire sinon inexistante, entre les villes, les centres pétroliers et les campagnes insurgées.

#### BIBLIOGRAPHIE récente sur la situation dans le golfe Arabo-persique

« The Gulf », *World Survey*, N° 37, janvier 1972, 20p.

RONDOT, Pierre, « La naissance de l'État des émirats arabes unis n'a pas résolu les problèmes du Golfe », *Le Monde Diplomatique*, janvier 1972, p. 18.

RUMNEY, Lieutenant Colonel Mason P., « The View from Iran », *Military Review*, janvier 1972, pp. 68-74.

SCHULZ, Ann T., « A Leadership Role for Iran in the Persian Gulf », *Current History*, janvier 1972, pp. 25-30 et 50.

AZNAR SANCHEZ, Juan, « Problemática en torno al Golfo Pérsico », *Revista de Política Internacional*, N° 119, janvier-février 1972, pp. 145-158.

MARTIN DE LA ESCALERA, « Iran ay el predominio en el Golfo Pérsico », *Revista de Política Internacional*, N° 119, janvier-février 1972, pp. 159-173.

OWEN, R. P., « The British Withdrawal from the Persian Gulf », *The World Today*, février 1972, pp. 75-81.

TROELLER, Gordian et DEFFARGE, Claude, « Sud-Yémen : une révolution menacée? », *Le Monde Diplomatique*, avril 1972, pp. 6-8.

ROULEAU, Éric, « L'étoile rouge sur le Yémen du Sud », série de quatre articles publiés dans *Le Monde*, du 27 au 31 mai 1972.

VIENNOT, Jean-Pierre, « Sept ans après le début des combats, la guérilla du Dhofar entre dans une nouvelle phase », *Le Monde Diplomatique*, août 1972, pp. 8-9.

65. Ainsi, il n'est pas évident que la seule (bien que réelle) recherche de l'unité au sein du mouvement de libération du « Golfe » soit à l'origine du regroupement, en janvier 1972, du F.P.L.G.A.O. et du *Front national démocratique pour la libération d'Oman et du golfe Arabe* (F.N.D.L.O.G.A.) en une organisation unique, le *Front populaire pour la libération d'Oman et du golfe Arabe* ; on ignore dans quelle mesure cette opération constitue une prise en charge du F.N.D.L.O.G.A., affaibli depuis dans le djebel Akhdar, par le F.P.L.G.A.O. resté maître de 90% du territoire dhofari.